

TRANSITION

LA LETTRE INSTITUTIONNELLE DU GROUPE EDF

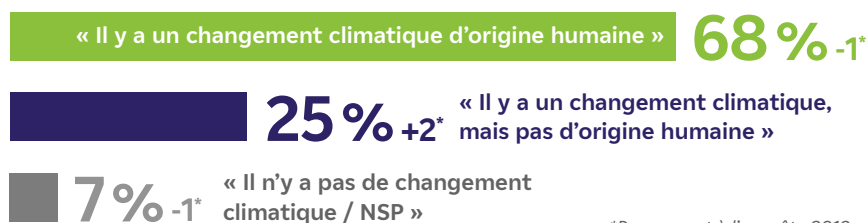
CLIMAT, ÉNERGIES ET OPINION PUBLIQUE

LA PRÉOCCUPATION ENVIRONNEMENTALE RÉSISTE À LA CRISE SANITAIRE

Avec 24 000 citoyens interrogés dans 30 pays, dont les plus émetteurs de CO₂, l'Observatoire international climat et opinions publiques (Obs'COP)⁽¹⁾ est une enquête d'ampleur inédite sur les perceptions du changement climatique. Ces 30 pays représentent en effet les deux tiers de la population mondiale. Initiée par EDF et réalisée par Ipsos, cette étude d'opinion est destinée à enrichir la démarche de l'entreprise dans son action contre le dérèglement climatique.

En 2020, en raison du contexte sanitaire, la majorité des opinions publiques placent la Covid-19 en tête de leurs préoccupations (59 %). **Notons cependant que l'environnement arrive en sixième position (39 %), et se place même dans le top 5 d'un grand nombre d'États européens et de grands pays (Canada, Australie, Inde Chine).**

LES CLIMATO-SCEPTIQUES, UNE MINORITÉ NON NÉGLIGEABLE



*Par rapport à l'enquête 2019

Source : Obs'COP EDF-Ipsos 2020

Le changement climatique est une réalité pour 93 % des sondés. Mais **un quart des répondants contestent l'influence des activités humaines dans ce phénomène**, et 7 % en nient la réalité.

Le doute quant aux origines anthropiques du changement climatique est particulièrement marqué aux États-Unis (52 %), en Arabie saoudite (51 %), en Norvège (50 %) ou en Australie (43 %) ; des pays également leaders de la production d'hydrocarbures

ou de charbon. Sans atteindre les proportions de ces pays, dans l'Union européenne, c'est l'Allemagne qui s'affiche comme la moins convaincue (36 %). Enfin, il convient de noter que 38 % des personnes interrogées pensent que le changement climatique peut avoir des effets positifs. C'est le cas tant au Nord (Norvège, Suède, Canada), qu'au Sud (Nigéria, Corée du Sud, Arabie saoudite, Émirats arabes unis).

L'ESSENTIEL

En septembre 2020, **L'OBS'COP EDF a interrogé 24 000 CITOYENS DE 30 PAYS sur leur perception du changement climatique.**

Il persiste **UN CLIMATO-SCEPTICISME TRÈS MARQUÉ DANS CERTAINS PAYS.**

PLUS DE 6 FRANÇAIS SUR 10 estiment que, dans les prochains mois, la PRIORITÉ SERA DONNÉE À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET À L'EMPLOI, plutôt qu'à l'environnement.

UNE COMPRÉHENSION CONTRASTÉE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Si la prise de conscience environnementale progresse, le changement climatique reste néanmoins un phénomène difficile à appréhender. Certes, les **gaz à effet de serre (GES)** sont reconnus par 6 personnes sur 10 comme causes du changement climatique, et les pays les plus émetteurs sont correctement identifiés.

Mais le changement climatique est souvent attribué au trou de la couche d'ozone (32 % au global) ou à un réchauffement naturel de la planète (30 %). Il est aussi fréquemment confondu avec la pollution de l'air (44 %).

Concernant la production d'énergie, le charbon et le gaz sont globalement identifiés comme producteurs de CO₂

et facteurs de changement climatique. *A contrario*, en dépit du très faible bilan carbone du nucléaire, la moitié des personnes sondées continuent d'estimer qu'il émet également du CO₂, y compris en France.

Cette imparfaite compréhension du changement climatique pèse sur l'identification des moyens à mettre en œuvre pour lutter contre. Une majorité (54 %) pense que cela passe par **un changement des modes de vie avant tout.**

Néanmoins, 30 % des sondés (plus nombreux dans les pays les plus climato-sceptiques) croient que l'issue pourrait relever des innovations technologiques.

(1) Retrouvez ici l'intégralité des résultats de l'Obs'COP.

NÉCESSITÉ D'AGIR ET REJETS DES CONTRAINTES

Pour une majorité des personnes interrogées par l'Obs'COP (54 %), la lutte contre le changement climatique passe par un changement des modes de vie. Pourtant, l'enquête 2020 révèle des populations tiraillées entre la nécessité d'agir et la difficulté à le faire.

Une série de gestes individuels a été testée : privilégier les fruits et légumes de saison, limiter le chauffage ou la climatisation, recourir à des produits fabriqués localement plutôt qu'importés, éviter de prendre la voiture... Seul le tri des déchets est effectué systématiquement ou presque par la moitié de la population interrogée. Force est de constater que les populations interrogées manifestent une capacité à agir centrée sur des

mesures certes utiles, mais dont l'effet sur les émissions de CO₂ reste limité ou marginal (comme c'est le cas, par exemple, pour le tri des déchets). A contrario, se déplacer à vélo (16 %), recourir à des énergies renouvelables pour se chauffer ou produire de l'électricité (18 %) sont les deux gestes les moins effectués systématiquement par les répondants au niveau mondial, gestes encore moins pratiqués par les Français (respectivement 10 % et 14 %).

Il est par ailleurs à noter que si 69 % des citoyens attendent de leurs gouvernements des mesures de lutte contre le changement climatique, celles-ci sont d'autant moins acceptées que leur impact est contraignant (restrictions de circulation) ou coûteux (taxes).

L'INQUIÉTUDE MARQUÉE DES FRANÇAIS

Les Français placent l'environnement en quatrième position de leurs préoccupations, et plus de 6 Français sur 10 se déclarent plus inquiets aujourd'hui qu'il y a un an concernant le changement climatique, dont un quart « beaucoup » plus inquiets. Le changement climatique est une réalité pour 72 % des personnes interrogées : elles déclarent même en avoir déjà constaté les effets. Les émissions de gaz à effet de serre, principalement le CO₂, sont bien identifiées comme en étant la cause par 63 % des sondés, bien que près d'un tiers des Français continuent de douter des origines humaines de ce phénomène. Dans le trio de tête des inquiétudes des Français liées à l'environnement,

on trouve l'accumulation des déchets (52 %), suivie par les événements climatiques extrêmes (50 %) et le changement climatique au sens général (46 %). Ces deux derniers items sont en hausse respective de 12 et 6 points par rapport à l'an dernier. L'Obs'COP montre qu'une majorité relative des Français souhaiterait un arbitrage politique plus favorable à l'environnement qu'à l'économie (44 % vs 31 % souhaitant l'inverse). Mais l'enquête a été réalisée en septembre 2020, avant que la crise sanitaire et ses conséquences économiques ne rebondissent. Les deux options se rééquilibrent dans des enquêtes plus récentes.

FOCUS

L'IMAGE DES ÉNERGIES EN FRANCE EN 2021

Le « Baromètre des Énergies » (enquête réalisée pour EDF en début d'année 2021) fournit une photographie de l'opinion française, complémentaire des résultats de l'Obs'COP.

Prix bas, respect de la nature et préservation du climat constituent, pour les Français, le socle sur lequel doit reposer le modèle énergétique. L'électricité conforte sa position d'énergie de la transition énergétique dans l'opinion : 51 % souhaitent que l'on utilise davantage l'électricité à l'avenir. Ils sont par ailleurs 76 % à être convaincus qu'elle sera l'énergie de l'avenir.

L'opinion confirme le désaveu du recours au charbon et au fioul, tandis que le gaz connaît, lui aussi, une baisse de popularité.

Les énergies renouvelables font consensus (plus de 75 % d'acceptation), et partagent entre elles des traits communs tels que le faible coût perçu ou leur contribution à la sécurité d'approvisionnement.

Enfin, la popularité de l'énergie nucléaire remonte pour la troisième année consécutive, avec 43 % d'opinions favorables, taux nettement supérieur à celui des opposants (30 %).

Concernant le mix énergétique, l'équilibre nucléaire / renouvelables à l'horizon 2050 apparaît satisfaisant pour les Français, qui attribuent au nucléaire la disponibilité, la puissance et les emplois ; et aux énergies renouvelables, l'environnement, l'avenir et l'absence de risque.

EN SAVOIR PLUS

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION « TRANSITION » EN SCANNANT LE QR CODE CI-DESSOUS, OU CLIQUEZ SUR LE LIEN SUIVANT POUR ACCÉDER À L'INTÉGRALITÉ DES RÉSULTATS : [OBS'COP 2020](#)

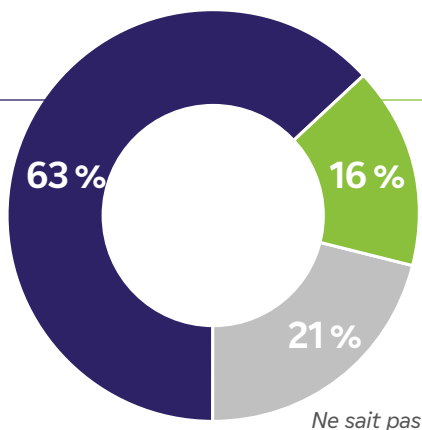
Retrouvez les numéros précédents. Téléchargez l'appli « Transition »



Source : Obs'Cop EDF - Ipsos 2020

DANS LES PROCHAINS MOIS, LA PRIORITÉ SERA DONNÉE À...

... la croissance économique et aux emplois, même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement ;



... l'environnement, même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois.